

Cela doit être un rude fardeau pour le ministre de la Défense nationale (M. Macdonald) que la responsabilité du programme CF-5. Le ministre a toute ma sympathie. Il y a des utilisations très évidentes pour le CF-5 et ce serait de l'impertinence de ma part que de les signaler. Le ministre les connaît. J'ai du mal à comprendre pourquoi il ne se met pas à l'œuvre et pourquoi on continue de fabriquer ce matériel très coûteux pour le mettre en entrepôts.

Pour les forces terrestres, sur notre littoral oriental nous avons maintenant perdu les deux seuls dragueurs de mines qui soient en état de marche. Si l'on décidait de mouiller des mines dans nos eaux, nous ne pourrions pas les en retirer. Qu'arriverait-il si l'on posait des mines dans des endroits comme le golfe Saint-Laurent, l'entrée du port d'Halifax ou tout autre point stratégique du littoral oriental?

Pour être en mesure de nous acquitter de nos responsabilités extraterritoriales, il faut songer à la construction d'une flotte à armement léger, mais capable de remplir les rôles de force policière et d'enquêteur exigés par les lois adoptées par le Parlement au cours des récents mois, et d'assumer efficacement les responsabilités que nous avons prises à l'égard de la guerre sous-marine. Il ne faut pas modifier le DDH-280. Il faut trouver l'argent nécessaire à l'exécution de ce programme afin que le Canada puisse garder créance auprès de ses partenaires, surtout ceux de l'OTAN.

En maintenant ce programme, le gouvernement agirait de façon irresponsable s'il décidait de réduire l'équipement de ces navires pour faire face aux frais globaux de révision. Les contrats n'avaient pas été accordés depuis trois mois qu'on savait déjà que ces nouveaux navires DDH-280 ne seraient jamais prêts à la date prévue et coûteraient bien plus qu'on ne l'avait cru. Malgré cela, on a répondu aux quatre questions que j'ai inscrites au *Feuilleton* qu'aucun changement n'était signalé dans le coût global. J'espère que le gouvernement ne nous mettra pas devant un fait accompli, mais nous ne devons pas en être loin en ce qui concerne le coût global du programme: un demi-milliard de dollars. Les Canadiens se seraient opposés ou auraient réagi violemment si le gouvernement avait eu le courage de signaler cela lorsqu'il s'est engagé dans ce programme il y a deux ou trois ans.

Je voudrais parler brièvement du rôle que le Canada joue dans le Nord en matière de défense. On a beaucoup dit à ce sujet depuis 12 à 14 mois. Il y a eu des quantités de discours sur les possibilités du Nord. Il n'en est rien sorti d'autre qu'un programme de vérification de notre équipement et d'entraînement aux opérations septentrionales. Je prétends depuis un certain temps que cette région pourrait être le mieux mise en valeur par des gens sur lesquels nous aurions une autorité totale et absolue. Je pencherais pour un programme englobant des spécialisations propres aux forces armées canadiennes, qui travailleraient à l'aménagement de moyens de communication, d'aéroports et de collectivités. Cela nécessiterait des milliers de personnes, dont des militaires, avec femmes et enfants. La mise en valeur du Nord devrait se faire de façon méthodique par des gens qui dépendraient de nous en matière d'écologie et ainsi de suite. Il ne suffit pas de prévoir quelque deux cents personnes si nous voulons faire quelque chose qui vaille la peine. Il faudrait que l'opération soit dirigée par des hommes compétents faisant partie des forces armées.

Je voudrais consacrer quelques instants au problème du développement futur de l'agglomération urbaine dont j'ai l'honneur de représenter une partie. Dans les années 70, et notamment au cours de la première partie de cette décennie, les élus devront déterminer le volume de notre expansion économique et la forme qu'elle prendra. Il faut que le législateur cesse de partir de l'idée que l'industrialisation est une bonne chose, peu importe sa nature ou sa forme.

o (3.10 p.m.)

Je croyais naguère qu'il serait bon de développer l'énergie marémotrice du bassin des Mines afin d'attirer en Nouvelle-Écosse les industries de transformation et les industries réfractaires, c'est-à-dire des industries qui sont toutes génératrices de pollution. Il semble que tout ce qui comptait alors à mes yeux, c'était l'industrialisation à n'importe quel prix. Depuis lors, mon optique a changé radicalement et je m'en excuse. Peut-être est-ce tout ce qui a été dit ces dernières années à propos de la pollution qui m'a donné à réfléchir. En tout cas, je vois maintenant les choses différemment. Je crois maintenant que l'agglomération de Dartmouth et d'Halifax est en mesure de se développer. J'espère que mon honorable ami le chef de l'opposition (M. Stanfield) m'excusera de mentionner toujours Dartmouth en premier. Bien que cette ville représente actuellement une partie importante d'Halifax, elle perdra de son importance avec les années, je pense. Si l'on peut trouver les stimulants économiques voulus, ce centre pourrait compter, dans 12 ou 15 ans, un demi-million d'habitants gravitant autour d'industries propres. C'est important. Nous devons trouver dans les provinces atlantiques, nous dit-on, un centre économique d'au moins un demi-million d'habitants avant de pouvoir nous suffire à nous-mêmes et de dire au reste des contribuables canadiens: Nous n'avons plus besoin de subventions ou d'aide spéciale; nous pouvons maintenant suffire à nos propres besoins. Nous ne pouvons tenter de donner de l'expansion à plus d'un centre semblable dans la région atlantique, du moins dans un avenir prévisible. Bon nombre de facteurs en attestent, ils sont évidents pour la plupart, mais le plus réaliste peut-être est la rapidité avec laquelle la technologie et les besoins de la population changent. Nous pouvons, comme on l'a dit, établir une entreprise de montage, comportant un programme de conténérisation et tout un service de distribution. Les pièces seront acheminées vers la région dans des conteneurs, montées par un processus d'assemblage et dirigées ensuite vers un centre de distribution. Nous aurions là un centre industriel qui serait propre, qui ne viendrait pas déverser des polluants dans l'atmosphère ou dans nos eaux.

Un certain nombre de personnes compétentes et bien informées ont suggéré qu'un deuxième centre soit constitué par l'aménagement du centre-ville tant à Dartmouth qu'à Halifax. Le gouvernement fédéral est en mesure de jouer un grand rôle à cet égard. Halifax est depuis longtemps le centre financier et administratif des Maritimes et, pendant les dix ou douze prochaines années, grâce à une conception et à une planification minutieuses, cet aspect de notre développement pourrait être systématisé et conçu de façon à améliorer la qualité de notre environnement au lieu de le polluer.

Un troisième élément de stimulation économique qui, à mon avis et de l'avis d'autres personnes, est réalisable